

KUGAN PARAPEN (ÉCONOMISTE):

«Attention à une hyperinflation»

Alors que la France parle de situation jamais vue en 37 ans avec une inflation ayant bondi à 4,5% en mars et que l'Angleterre s'alarme d'avoir atteint un niveau d'inflation record de 9% en avril, comment interpréter un taux de 11% déjà à Maurice, sans compter que l'on prévoit maintenant un taux de 15% ?

Une inflation à 11% est un taux extrêmement élevé. Si rien n'est fait pour la contrôler, cela peut donner lieu à une hyperinflation, ce qui est extrêmement néfaste pour l'économie et pour la société en général. Et vu qu'on importe pratiquement tout ce qu'on consomme, contrairement à d'autres pays comme l'Afrique du Sud et la France qui ont quand même des productions assez conséquentes, cela n'arrange pas les choses.

En fait, il a dû y avoir depuis la pandémie, le prix du transport aérien qui a pris l'ascenseur et la roupie faible font que toutes les importations sont extrêmement chères. C'est un modèle économique qu'on a voulu et aujourd'hui on trouve ses limites ?

Et cette situation hausse du prix du carburant depuis décembre...

Le cours du pétrole est monté en flèche par rapport à 40% depuis le début de l'année. On peut croire que le prix a augmenté de 40%, suite aux quatre augmentations de 10%. Mais, il faut aussi prendre en considération le *Compounding Effect* (effet cumulé). Le prix depuis décembre a ainsi augmenté de 46% et non de 40%. Donc, une hausse de 45% à l'international et de 46% à Maurice montre qu'on encaisse complètement la hausse des prix à l'International.

Est-ce qu'on aurait pu absorber les prix et faire que les augmentations ne se répercutent pas totalement sur les consommateurs ? La réponse est oui mais un peu conditionnel. Si la STC avait des réserves, elle aurait définitivement pu absorber ce choc des prix pétroliers. Mais vu que depuis des années, le gouvernement a complètement nettoyé les réserves des corps para-étatiques et de la Banque Centrale pour financer ses largesses budgétaires et ses dépenses militaires, nous retrouvons aujourd'hui dans une situation d'extrême vulnérabilité. Nous n'avons pas vraiment de marge de manœuvre pour aider la population.

On achète pourtant l'essence à Rs 39,42 et elle est vendue à Rs 74,10...

On peut baisser la taxe sur le pétrole. D'ailleurs, je suis pour une telle baisse. Mais ce que les gens ne comprennent pas, c'est que si on baisse la taxe à gauche, il faudra trouver un substitut pour cet argent qui est utilisé dans les dépenses de l'État. On cherche cet argent ? Si on enlève une taxe, il faudra en imposer une autre ailleurs. C'est bien de dire d'enlever ces taxes mais il faut aussi avoir le courage de dire comment les remplacer.

Pour vous, donc, ces hausses ne pouvaient-elles être évitées ?

C'est sûr qu'il y a pleins de réserves dans ce pays... On le dit depuis des années. Et les solutions sont malheureusement des solutions extrêmes : réduire les dépenses de l'État pour pouvoir absorber la hausse des prix.

Quelles sont les répercussions néfastes auxquelles on doit s'attendre avec un taux d'inflation qui ne cesse de grimper ?

L'appauvrissement généralisé de la population est déjà là. Ceux au bas de l'échelle le ressentent un peu plus. La classe moyenne risque



de dégringoler. Aujourd'hui, même avec un salaire moyen de Rs 18 000, avec le coût de la vie qui a grimpé en flèche, le pouvoir d'achat a pris un sacré coup. Donc, si la tendance continue, il y aura une baisse de la qualité de la vie.

Par ailleurs, la hausse du prix du pétrole entraîne une hausse de presque tous les produits. Beaucoup disent, par exemple, ne pas comprendre pourquoi les prix des légumes flambent autant. C'est simple : le producteur de légumes est aussi un consommateur qui subit la hausse du coût de la vie. Il est poussé à augmenter ses prix pour pouvoir vivre. On a affaire à une spirale inflationniste.

Mais qui dit inflation dit aussi nécessité de la combattre. Ce qui passe souvent à travers la hausse des taux directeurs par la Banque centrale. Une hausse des taux, surtout si elle est sévère, risque de créer beaucoup de défauts par rapport aux prêts - virements des Mauriciens - mais ça pourrait nuire à la stabilité financière du pays. Une hausse des taux d'intérêt ralentirait l'économie. Ce sentiment de malaise social risque de s'amplifier si des solutions effectives ne sont pas trouvées rapidement.

On peut dire que les Mauriciens ont été embarqués dans un voyage au bout de la nuit. Jusqu'où les mènera ce voyage et jusqu'à quand ?

La durée déterminera la destination. Le plus longtemps on sera dans cet environnement inflationniste sévère, le plus vulnérable sera la pays. Il n'est pas impossible que le prix du bras flambe à nouveau alors que tout laisse croire que la guerre ne va pas s'arrêter de sitôt.

Le budget approche. Quels moyens a le Grand Ardentier pour sortir de cette nuit ?

Je pense que le Premier ministre ne peut aller qu'en une seule direction. Miettards à ce qui sort un lapin de son chapeau. Le dernier budget avait été baptisé Rengandran en allusion au budget colossal dans les infrastructures. Je pense que le prochain budget sera axé sur le pouvoir d'achat de la classe moyenne.

Hormis l'impact probable de l'Inde, je pense que les recettes de la TVA sont en nette hausse, surtout après les hausses qu'a subies successivement le prix du carburant. Qui dit hausse de 46% du prix du carburant dit augmentation des recettes de la TVA par au moins 6% ! On voit aussi que des compagnies affichent des niveaux de profitabilité plus que satisfaisants. Donc, au niveau de la *Corporate Tax* aussi, il y aura une augmentation. Mais qui dit dépenses pour une panoplie de mesures pour la population, surtout que la colère grande parmi de nombreux Mauriciens.

Projets de développement et crise économique font-ils mauvais ménage ?

Historiquement, les deux ont fait bon ménage. À chaque crise, les États dépensent gros pour pallier la faiblesse des aides par ailleurs. Les États ont aussi dû faire face à plus de déficit budgétaire et de dettes publiques. Ce modèle marche mais que faire quand on a atteint le plafond de la dette ? On ne peut plus s'endetter davantage. Je pense que c'est là que le gouvernement annoncera une aide de l'Inde.

TIRS CROISÉS | Inflation à deux chiffres

À quel point les répercussions

Si la France s'inquiète de voir son inflation à un taux inédit de 4,5% en 37 ans et que l'Angleterre s'affole d'un taux record de 9%, à quelles répercussions s'attendre avec un taux de 11% déjà à Maurice, susceptible de surcroît, d'après certains, de grimper encore à 15% dans les mois à venir ?

L'économiste Kugan Parapen estime qu'une inflation à 11% est « un taux extrêmement élevé », et que si rien n'est fait pour la contrôler, « cela peut donner lieu à une hyperinflation, ce qui est extrêmement néfaste pour l'économie et pour la société en général ». Si le pays se trouve aujourd'hui dans une « situation d'extrême vulnérabilité », poursuit-il, c'est que « depuis des années, le gouvernement a complètement nettoyé les réserves des corps para-étatiques et de la Banque centrale pour financer ses largesses budgétaires et ses erreurs ». Et il n'est pas à écarter que les prix du bras flambe à nouveau, rappelle-t-il. Le estime en revanche que le gouvernement a de la marge pour une série de mesures budgétaires, les recettes de la TVA et la

Corporate Tax étant en hausse.

Son confrère, Pramode Jaddoo, ne se fie pas tant au taux d'inflation qu'à la situation économique telle qu'elle l'est. Et pour lui, elle est grave. « La dette économique est énorme. La situation n'est pas sous contrôle ».

L'économiste regrette que le pays n'ait pas diversifié ses sources d'importation avec la guerre. Il juge illégal qu'on achète l'essence à Rs 39,42 pour la revendre à Rs 74,10. « C'est la STC qui est à blâmer. Il n'y a pas eu de bon management. » Pramode Jaddoo anticipe plusieurs autres augmentations vu qu'ils ont épuisé le *Price Stabilisation Account*. Il invite à revoir rapidement la structure économique tout en prévoyant des plans B et C, soit « il faudra un budget bien sévère et pas de promesses qu'on ne peut tenir après ».

Pour sa part, Amal Bakhtia, analyste financier, souligne qu'une « inflation vélocité appauvrit la nation de jour en jour ». Il s'inquiète et se désole devant « la léthargie avec laquelle la Banque

PRAMODE JADDOO (ÉCONOMISTE):

«La situation n'est pas sous

Alors que la France parle de situation jamais vue en 37 ans avec une inflation ayant bondi à 4,5% en mars et que l'Angleterre s'alarme d'avoir atteint un niveau d'inflation record de 9% en avril, comment interpréter un taux de 11% déjà à Maurice, sans compter que certains anticipent un taux de 15% dans quelques mois ?

La situation économique dans le monde et localement a beaucoup changé depuis la pandémie et la guerre en Ukraine. Les chiffres qu'on donne ne montrent pas nécessairement la réalité économique. On utilise des moyens traditionnels pour évaluer le taux d'inflation mais il faut regarder la réalité économique, se le permettre d'achat. La qualité et la quantité de produits qu'on peut obtenir avec une somme d'argent. Combien on dépensait quelque temps de cela pour acheter ce qu'on a maintenant. Mais qu'il y ait beaucoup de choses on a aujourd'hui avec la même somme ?

Ces chiffres ne sont donc pas alarmants ?

C'est une situation qui n'est pas alarmante dans le sens qu'on s'y attendait. Ce qu'il faut, c'est se préparer et s'equiper pour y faire face.

Et cette quatrième

hausse du prix du carburant depuis décembre...

On était psychologiquement préparé déjà au fait que le prix du carburant allait pas être le même, surtout que sur le marché international, le prix a augmenté. Mais le problème, c'est qu'on n'a pas un plan de contingence. On a un plan A mais pas de plan B. Quand on a vu que la guerre a commencé, il fallait diversifier nos sources d'importation, ce qu'on n'a pas fait. Il fallait diminuer la dépendance au carburant. On n'a pas misé sur des alternatives comme l'éthanol par exemple.

On achète l'essence à Rs 39,42 et on la vend à Rs 74,10...

C'est illégal ! Aucun petit commerçant ne va acheter un produit à Rs 39 pour vendre à Rs 100. On trouve toutes sortes de prétextes comme la guerre, le coût des barils... C'est la STC qui est à blâmer. Il n'y a pas eu de bon management de la part de la STC. Il y a les taxes qu'on impose pour la construction des routes, l'achat des vaccins alors qu'on en reçoit comme des roses. Nos routes sont déjà réparées. Pourquoi continuer à imposer des taxes ?

Surtout, les très pessimistes, le voir d'autres augmentations venir

parce qu'ils ont épuisé le *Price Stabilisation Account*, un système pour équilibrer l'augmentation sur le marché international. Ils ont eu à payer des milliards à M. Bhunjan à cause de Betamax. Ils ont épuisé tous les fonds. Ils passent tout cela dans le compte des consommateurs. C'est donc davantage un problème de management de la STC et de notre système d'importation.

Quelles sont les répercussions néfastes auxquelles on doit s'attendre avec un taux d'inflation qui ne cesse de grimper ?

L'inflation est une maladie économique qui s'aggrave avec le temps. Une petite dose peut se greffer sur d'autres doses car il y a plusieurs sources d'inflation : importation, contexte local, coût de production, excès de consommation, etc. Il faut faire attention car si on la laisse s'aggraver, elle sera hors de contrôle et le pouvoir d'achat sera énormément affecté, causant l'appauvrissement des consommateurs. C'est ce que les gens ne peuvent s'acheter ce dont ils ont besoin, il y aura beaucoup de frustrations, ce qui est un gros problème social.

On peut dire que les

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

s'attendre ?

de Maurice maîtrise l'inflation ». Le fondateur d'Anneau, société de services financiers, indique que « les flux bruts d'investissements directs à Maurice se sont effondrés ».

Pour les neuf premiers mois de l'année 2021, « les investissements avaient totalisé à peine Rs 8,5 milliards, soit très loin des 22,3 milliards enregistrés en

2019 et des Rs 17 milliards de 2020 ». Le contexte actuel n'encourage pas les investisseurs, selon lui. « Très peu d'investisseurs opèrent pour une destination d'investissement dans laquelle la monnaie est en chute libre. L'environnement inflationniste est incontrôlé et la stabilité socio-économique est de plus en plus perturbée. »



contrôle»

Mauriciens ont été embarqués dans un voyage au bout de la nuit. Jusque-là, les mènes ça voyage ?

Une crise économique ne vient pas en un seul jour. Cela prend du temps, siaccumule. Et pour repartir aussi, cela va prendre du temps car il faudra revoir le fonctionnement de l'économie. Par exemple, on a tellement parlé d'auto-suffisance alimentaire que cela a été réduit à de simples paroles ! On parle beaucoup de *Made in Moris* alors qu'il y a toujours une grande dépendance sur l'importation. Il faudra renforcer le label *Made in Moris*. Il faudrait revoir la structure économique rapidement et préparer un plan B et un plan C.

Le budget approche. Quels moyens, dont dispose le Grand Argeentin pour sortir de cette nuit ?

Quand ce gouvernement a fait son premier budget, j'avais dit que c'était l'occasion en or de revoir certaines structures budgétaires mais ils sont venus avec les mêmes structures, avec les promesses, les belles paroles, les brochures grandioses, etc. Mais, quand on a investi des milliards dans le système de drains, comment expliquer que des qu'il y a de la

pluie, il y a des inondations partout ? Qui obtient les contrats pour de tels travaux par milliards ? Ou va tout cet argent ? C'est l'argent du public qui part en eau. Si c'est un budget pour faire la bous du encore, ce ne serait pas du tout une bonne chose.

Encore une fois, c'est une occasion de conditionner le public à un budget *tight* et difficile. Quand on parle du budget, on évoque des dépenses mais quand on voit le rapport de l'Audit et du PAC, on note des gaspillages accablants, à l'exemple de Rs 45 millions de médicaments périmés qui sont allés à la poubelle ! Il faudra un budget bien sévère et des promesses qu'on ne peut tenir après.

Certains trouvent qu'en temps de crise, il faut stopper les projets de développement comme le métro ou encore le projet d'hippodrome, jugés farfelus. Projets de développement et crise économique font-ils mauvais ménage ?

Le métro était-il nécessaire dans le contexte mauricien ? Des années de cela, ce même gouvernement avait rejeté ce projet. C'est un éléphant blanc alors qu'un pari d'extension du métro. C'est joli, les inaugura-



tions et cérémonies de coupe de ruban. Mais, quelle pagaille n'a-t-on pas créée dans le rapport de Quatre-Bornes ? On ne peut même pas circuler correctement.

Il est temps de venir avec un système de référendum dans je sais pour que le peuple décide. Il y aura plus de transparence. Quand on parle de construire des autoroutes, il faut voir qui les fera et qui sera la pour rendre compte. Il faut les projets mais pas des projets d'envie et pas rentables. Si j'ai une maison à étage, je ne vais pas prendre un prêt pour construire un autre étage.

Le mot de la fin.

La situation économique est grave. La dette économique est énorme. L'inflation galope. Le chômage afflige les jeunes. L'argent qu'on gagne n'est pas suffisant. Il y a des pénuries de médicaments. La situation n'est pas sous contrôle.

AMIT BAKHRTI (ANALYSTE FINANCIER) :

«Les flux bruts d'investissements directs se sont effondrés»

Alors que la France parle de situation jamais vu en 37 ans avec une inflation ayant bondi à 4,5 % en mars et que l'Angleterre s'alarme d'avoir atteint un niveau d'inflation record de 9 % en avril, comment interpréter un taux de bruts déjà à Maurice, sans compter que certains anticipent un taux de 15 dans quelques mois ?

La lèthargie avec laquelle la Banque de Maurice maîtrise l'inflation est étrange, incompréhensible et terriblement inquiétante. L'environnement inflationniste local est tel que l'inflation vidéo apparaît nation jour après jour. Et pourtant, le resserrement de la politique monétaire est en sourdine.

On ne peut pas avoir une inflation CPI annuelle à 11 % et un *Key Repo Rate* pourtant à 2 % ! Quelque chose va pas fondamentalement. Une instance plus stricte aurait certainement maîtrisé les pressions inflationnistes, à l'exception des facteurs externes exogènes, hors de notre contrôle. La banque centrale doit agir en toute urgence car elle a au moins 2 % de retard sur la courbe. De toute évidence, elle n'a pas réussi à maintenir la stabilité des prix dans l'économie. Quittend-elle ?

Que pensez-vous de cette quatrième hausse du prix du carburant depuis décembre ?

Je pense que la fréquence de ces hausses correspond à une mauvaise gestion de nos importations de pétrole en ces temps de volatilité accrue des prix à l'échelle mondiale. Elle traduit aussi un échec manifeste du mécanisme de stabilité des prix.

À la suite de l'inflation observée, de la volatilité des prix du marché mondial du pétrole brut, le bureau d'approvisionnement devrait déjà ajuster ses achats au comptant et à terme pour optimiser son inventaire de sorte que la part de ses réserves et les stocks reflètent ces périodes de volatilité.

Ainsi, les ajustements de prix pourraient être stabilisés de manière plus disciplinée et progressive. Sinon, ils devront ajuster trop fréquemment les prix dans l'économie, ce qui est un processus désordonné.

Une forte inflation est susceptible de réduire les investissements et, par conséquent, la croissance économique. Observez-vous effectivement une baisse au niveau des investissements ?

Les flux bruts d'investissements directs à Maurice se sont effondrés et ont atteint, espérons-le, un creux en 2021. Pour les neuf premiers mois de l'année 2021 - les chiffres pour 2022 ne sont toujours pas disponibles - les investissements avaient totalisé à peine Rs 8,5 milliards, très loin des 22,3 milliards enregistrés en 2019 et des Rs 17 milliards de 2020.

Alors que l'inflation reste invariablement un problème préoccupant, l'un des principaux arguments contre la hausse dérivée de la dévaluation continue de notre devise et l'environnement de politique monétaire inadéquat pour cet environnement inflationniste hors contrôle. Très peu d'investisseurs opèrent pour une destination d'investissement dans laquelle la monnaie est en chute libre, l'environnement inflationniste est incontrôlé et la stabilité socio-économique de plus en plus perturbée.



Leur taux de rendement interne net (IRR) est impacté négativement. En outre, les segments résidentiels haut de gamme et les secteurs commerciaux du secteur immobilier bouillonnent à Maurice, sont de plus en plus préoccupés, l'offre dépassant de loin la demande.

Le budget approche. Quels moyens, dont dispose le Grand Argeentin pour soulager la population ?

Les recettes fiscales se sont amoindries dans une certaine mesure, cela est dû à l'inflation. Mais la réduction des dépenses en capital est la partie la plus importante du budget, qui se doit de faciliter la poursuite des investissements, les gains de productivité et la croissance économique.

Je crois humblement que ce budget devrait se concentrer sur trois points principaux. D'abord, la coordination avec la politique monétaire de sorte que les conditions monétaires dans le pays soient resserrées, l'inflation maîtrisée et le coût de la vie amélioré. Deuxièmement, la réaffectation des dépenses sociales vers l'allègement de la pauvreté due à l'impact des prix obstinément élevés dans l'économie, soit des subventions pour les plus vulnérables. Et troisièmement, de nouvelles incitations à la diversification économique.

Comment stimuler la relance économique ?

Stimuler la reprise économique relève davantage du secteur privé que du gouvernement. Celui-ci devrait cependant inspirer confiance, créer la stabilité et les conditions attractives pour que le secteur privé puisse appuyer sur l'accélérateur. Ainsi, le secteur privé doit continuer à investir et croître ses marchés au-delà de nos frontières.

Certains trouvent qu'en temps de crise, il faut stopper les projets de développement, comme le métro ou encore le projet d'hippodrome, jugés farfelus. Projets de développement et crise économique font-ils mauvais ménage ?

En temps de crise, les dépenses publiques sur les infrastructures sont bien un système de soutien et elles donnent une certaine impulsion à la croissance économique. Cependant, la nature des dépenses d'infrastructures publiques est essentiellement importante. Les dépenses publiques doivent être maintenues et sont très importantes en période de crise. Cependant, elles doivent être déployées intelligemment, dans des projets économiquement productifs et à effets multiplicateurs élevés. Pas dans des « trous ».

Quels atouts a Maurice pour sortir d'une telle situation inflationniste ? Et quels sont les facteurs qui pourraient faire que le pays tarde à s'en sortir ?

Maurice possède un énorme capital intellectuel, une population multiculturelle et une prospérité partagée, résultat du travail acharné et intelligent de nos ancêtres. Nos handicaps résident l'arrogance, la moralité et la droiture que les plus hauts questionnaires, la myopie, l'aveuglement intellectuel et l'absence d'ultraisme qui précèdent très souvent la chute.